

134 L'ECONOMIQUE.

LE CADRE DES QUESTIONS ECONOMIQUES.

Les questions qui entrent dans le cadre économique sont les suivantes :

1° *Corrélation de l'économie avec les autres domaines de la sociologie.*

2° *L'économie en général.* — Evolution économique. Système économique. Méthodes. Organismes économiques.

3° *L'organisation économique et les fonctions économiques générales.* — Production. Organisation et machinerie. Trust et cartel. Distribution. Prix. Commerce. Douane. Protection. Libre échange. Consommation. Répartition.

4° *Branches économiques.* — Mines. Agriculture. Pêche. Industrie. Transports. Communication. Travaux publics. Finance. Crédit. Monnaie. Banque. Bourse Réparation. Travail. Chômage. Employment.

5° *Matières économiques diverses,* — Pétrole. Charbon. Textiles et autres.

6° *Situation économique.* — Normal. Crise. Réforme.

7° *Circonscription économique.* — Locale, régionale, nationale, continentale, mondiale.

EVOLUTION ECONOMIQUE.

On distingue les stades suivants :

1. *Industrie de la collecte* : collecte des plantes, animaux et minéraux; chasse et pêche. (Sauvagerie.)

2. *Industrie de production* : agriculture et élevage. (Barbarie.)

3. *Industrie de transformation* : métier, manufacture.

4. *Industrie de locomotion* : commerce.

Ces deux derniers états sont dits civilisation.

A mesure que la civilisation se développe, les conquêtes faites par le travail humain augmentent, la part de la nature restant à peu près la même. C'est ce qu'on voit en faisant l'histoire du travail à travers les âges ou en comparant dans le monde actuel les peuples à divers degrés de civilisation. Examen géographique.

I^{er} degré. — Les peuples primitifs se contentent de ce que la nature leur donne. Ils vivent, comme les animaux, de la chasse, de la pêche et de la cueillette des fruits sauvages.

Tels les hommes des cavernes, les noirs d'Australie et les Peaux-Rouges.

II^e Degré. — Elevage. Vie pastorale. Nomades. Les hommes savent élever et garder les animaux domestiques comme bêtes de somme, pour se nourrir de leur lait. Ex.: Les Hébreux avant la conquête de la Terre Promise. Les Arabes des hauts plateaux et du Sahara algérien.

III^e degré. — Culture. Sédentaires. L'homme apprend enfin à cultiver la terre. Alors il s'établit sur place et fonde des villages et des villes. L'industrie (fabrication des outils, des vêtements, etc.) se développe chez les sédentaires.

IV^e degré. — Industrie. Commerce. Certains peuples deviennent plus industriels que d'autres par suite de l'abondance de matières premières (cuivre, fer, plus tard houille), de la situation géographique, de l'activité de leurs habitants. Ils fabriquent plus d'objets qu'il ne

leur en faut et vont les vendre à des peuples agricoles et leur achètent en échange des aliments. Les peuples industriels sont en même temps commerçants. Ex. : Les Phéniciens achetaient aux Gaulois de la côte méditerranéenne.

Au XIX^e siècle grand développement de ces deux modes de travail.

Au point de vue de l'extension des aires économiques on distingue :

1. *Stade de l'économie domestique fermée.* — La production personnelle existe seule. L'économie ne connaît pas l'échange. Les biens sont consommés là où ils sont produits. Toute la circulation s'effectue dans le centre fermé de la maison (de la famille, de la tribu). Les membres de la maison n'ont pas seulement récolté les fruits du sol, ils doivent aussi fabriquer eux-mêmes tous les objets, tous les outils dont ils ont besoin; ils doivent enfin transformer les matières premières pour les rendre propres à l'utilisation.

2. *Stade de l'économie urbaine.* — Production pour des clients, ou période de l'échange direct. Les biens passent immédiatement du producteur au consommateur. Transformation qui dure des siècles. Cette économie a trouvé son type caractéristique au moyen âge dans les villes des peuples germaniques et romains. Déjà dans l'antiquité il y a des traces de cette économie. Plus tard, d'une façon différente, on la constate dans les pays slaves les plus avancés en civilisation. Le droit urbain au moyen âge concerne environ 3,555 localités. Toutes les villes se trouvent éloignées de 4 à 8 lieues; tout paysan peut s'y rendre et rentrer en un jour.

3. *Stade de l'économie nationale.* — Production de marchandises; période de circulation des biens. Les biens passent généralement par une série d'économies avant d'entrer dans la consommation. L'économie nationale procède à la centralisation politique. Elle continue l'œuvre inaugurée au moyen âge par l'établissement des principautés territoriales.

Les réformes réalisées à l'intérieur des nations ont

pour but de créer une économie nationale fermée à l'étranger, capable de pourvoir par le travail national, à tous les besoins de l'Etat et de mettre à la disposition de tous, par une circulation intense à l'intérieur du pays, l'ensemble des ressources naturelles du pays et des forces individuelles de la nation.

4. *Stade de l'économie mondiale.* —Aussi bien l'économie nationale a succédé à l'économie familiale, l'économie mondiale s'impose comme conséquence obligatoirement nécessaire du développement de l'évolution.

L'économie mondiale n'est possible que dans la liberté mondiale, par conséquent par le recul des limites du droit de chacun jusqu'aux frontières du monde. Mais elle implique une organisation.

Il y a nécessité et intérêt à prendre toutes mesures susceptibles de favoriser, dans un sens international, la production, les échanges et la consommation de tous les systèmes d'énergie et de préparer ainsi la fusion de toutes les sociétés particulières dans la société-organisme finale : l'Humanité.

En ce moment toutefois nous assistons à une régression de l'économie mondiale, instauration de l'autarchie et de l'économie dirigée.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE.

Jusqu'à la Révolution française, l'industrie apparaissait discrètement au second plan, comme une annexe de l'agriculture; au cours du XIX^e siècle, elle a pris un essor sans précédent, et sans cesse est devenue plus nombreuse la population vivant du travail industriel. L'origine de l'industrie moderne remonte à cent cinquante ans. Si l'on se reporte jusqu'à ses causes, on reconnaît que le développement du commerce l'a précédée et provoquée. En effet, depuis la fin du XV^e siècle, depuis la découverte de l'Amérique et de la route des Indes, tandis que la technique restait à peu près stationnaire, il y avait eu un agrandissement perpétuel

du monde connu. Des groupes d'hommes essaïaient partout et leurs colonies provoquaient un mouvement commercial en Espagne, au Portugal, en France, en Angleterre, en Hollande. En même temps, à l'intérieur de ces pays le marché s'élargissait entre les diverses parties de chaque Etat; le réseau des routes se créait; grâce aux banques l'argent acquérait de la mobilité. Pour le marché ainsi triplé, quadruplé, décuplé, même dans son étendue et dans ses facultés d'absorption, bien qu'il demeurât toujours encore national, il fallait produire davantage, et pour produire davantage, il fallait produire autrement. Ne pouvant accroître le nombre des ouvriers, on songea tout naturellement à la production mécanique. Dans le dernier tiers du XVIII^e siècle, grâce aux recherches des professionnels et des savants dans les industries des mines, du coton, du fer, de la papeterie, des transports, de l'éclairage, des produits chimiques, une profonde transformation de l'outillage et de la production s'est ébauchée. Elle est visible surtout en Angleterre, en France, aux Etats-Unis. La grande industrie, maîtresse de la vapeur (Watt), et désormais liée à la science, s'y est organisée sur un modèle nouveau qui va se propager à travers le monde. D'Angleterre et de France, pays où la grande industrie eut son origine, les courants d'imitation se sont dirigés de l'Ouest à l'Est, traversant le Luxembourg, la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, bifurquant de là sur la Russie d'une part, sur les pays balkaniques d'autre part. Ils se sont propagés aussi du Centre au Nord par la Belgique, les Pays-Bas, les Pays Scandinaves, et du Centre au Sud, poussant à travers les Alpes jusqu'en Italie et en Grèce, à travers les Pyrénées jusqu'en Espagne et en Portugal. En Amérique, le courant a commencé à venir du vieux monde. Il a marché de l'Est à l'Ouest, du Sud au Nord, vers le Canada et, dans la direction contraire, vers le Mexique et l'Amérique du Sud. L'Asie a été entamée par terre et par mer; deux ondulations marquées par les chemins de fer transcontinentaux vont d'Occident en Orient; puis venant de toutes les colonies européennes, des Indes en parti-

culier et de l'Australie, l'ébranlement a gagné le Japon et est en train de se faire sentir à la Chine. En Afrique, c'est de toutes les côtes vers le centre que convergent les lignes de pénétration. Pendant la guerre mondiale et après, les colonies et les pays considérés comme secondaires se sont industrialisés à leur tour. Plus un Etat n'a accepté la position de tributaire économique à l'égard des autres.

LA RÉALITÉ ÉCONOMIQUE.

Les théories sont une chose, les plans une autre, la réalité une troisième. A aucun moment, aucun des systèmes n'a pu s'imposer à 100 %. Une société, a pu dire A. Schatz, est un phénomène naturel, anormal, soumis à des lois propres de développement sur lesquelles la raison n'a que peu de prise. Le désarroi, qu'il soit dans les faits ou dans les doctrines, est complet. 1° Le capitalisme a changé d'aspect. La libre concurrence qui était jadis la base de l'économie libérale n'existe plus guère. Avec les ententes industrielles, les cartels, on a organisé bien des monopoles de production. Les contingentements, qui sont certes de l'économie dirigée, sont institués non pas à la demande des masses consommatrices, mais de puissants groupements industriels ou bancaires. 2° Les gouvernements rejettent tout système. Invoquant la nécessité de représailles ou la défense contre des maux grandissants, ils interviennent (« à la petite semaine » presque partout, disposant de l'autorité: fascisme, pleins pouvoirs ou pouvoirs spéciaux. S'ils se réclament encore d'un but, ils répudient les lisières de tout plan. La monnaie est manipulée, le minimum de salaire imposé, l'entente corporative rendue obligatoire, le sauvetage des banques devenu une tâche, le secours aux chômeurs et aux familles nombreuses incorporé dans les budgets. 3° Les socialistes eux-mêmes, forcés de faire place aux maux immédiats, postposent l'application de leur doctrine et, après le réformisme, proposent des plans devant en réalité avoir pour conséquence de sauver l'argent, le capitalisme.

Dans la réalité, qu'est-ce qui finalement l'emporte > Une masse d'intérêts et de fonctions de plus en plus solidaires en surface. Les progrès de la mystique nationaliste se sont accomplis au détriment de la mystique marxiste, et cela peut avoir pour résultat une consolidation apparente du capitalisme. Mais il ne saurait point ne pas se plier à une discipline collective et accepter un partage de souveraineté. Et renoncer à la guerre qu'il envisageait froidement alors que ruinant la confiance, elle le prive de ce qui lui est indispensable pour être. Et, aussi, renoncer à l'injustice sociale, à l'exploitation inconditionnée du travail, d'où dérive maintenant cette autre insécurité : la révolution.

THÉORIES ECONOMIQUES MODERNES.

a) Les *socialistes*. — Jules Guesde a souligné l'antimoine entre le mode collectif de production et le mode individuel d'approbation. Ad. Landry voit une contradiction entre la propriété privée et l'intérêt social. Pour Ed. Berth le socialisme serait un progrès moral parce qu'il substitue au travail salarié le travail associé. Andler niait le terme socialisme scientifique : on est socialiste par sentiment et un idéal se propose à nous par sentiment, il demande l'adhésion du cœur. Pour G. Renard l'égalité civile et politique est un leurre tant que subsiste l'inégalité économique. Millerand et Sarraute ont professé le réformisme.

b) Le *syndicalisme révolutionnaire* vise avec la C.G.T. une action purement économique contre le patronat. Sorel voyait dans le prolétariat un immense réservoir de forces morales; il l'opposait à la bourgeoisie pervertie par l'esprit de jouissance et de cupidité; il fit l'apologie de la violence, « seul moyen dont disposent les nations européennes, abruties par l'humanitarisme, pour retrouver leur ancienne énergie » ; poussa le mythe de la grève générale. Jean Jaurès, continué par Léon Blum, réalisa une sorte de synthèse du collectivisme et de l'individualisme, du réformisme et des tendances révolutionnaires. Pour le communiste Berth, la paix interna-

tionale est une impossibilité, a car vivre c'est combattre, c'est non seulement résister, mais attaquer et chercher à se répandre, à triompher; la vie est essentiellement expansion, conquête, impérialisme, annexion et si possible victoire. »

Les néo-socialistes (Marquet, Montagnon, Deat) veulent secouer l'idéologie de Blum tout en restant anti-capitalistes.

c.) *Les individualistes.* — Pour eux le libre jeu des lois économiques naturelles avec le minimum d'intervention de l'Etat réalise l'harmonie sociale. L'intérêt personnel, la concurrence sans entrave sont de puissants moteurs grâce auxquels la technique se perfectionne sans cesse et le bien-être général augmente (Colson, Deschamp). De Molinari s'oppose à tout interventionnisme même dans le monnayage et l'enseignement, mais il s'élève contre la guerre. Pour son disciple Yves Guyot (« l'intérêt individuel est le principal agent de la civilisation industrielle ». Les individus travaillent en épargnant, les gouvernements gaspillent et s'endettent. Leroy Beaulieu tempérait un tel libéralisme. Charles Renouvier voulait une synthèse de l'individualisme et de l'esprit social. Le Play défend l'individualisme tempéré par la règle morale, la tradition et les principes de décalogie.

d) *Les néo-capitalistes.* — Ils demandent la discipline de la profession organisée et les hauts salaires, mais non la participation du personnel à la gestion de l'entreprise.

e) *Les catholiques sociaux.* — Ils croient que seule une réforme morale pourrait guérir le monde de la crise économique qu'il traverse. Certains ne voient de salut que dans un renouveau spirituel des individus. Les démocrates-chrétiens en Belgique ont un programme faisant place aux revendications des classes moyennes; ils tendent vers la corporation organisée. Des jeunes catholiques se font les protagonistes de l'Encyclique ce Quadragesimo Anno » qui renouvelle et accentue « Rerum Novarum ».

f) *L'économie dirigée.* — Elle apparaît comme un système qui confie aux pouvoirs publics la tâche de régulariser une activité économique naturellement chaotique et de discipliner des prix naturellement instables. Elle repose sur le principe d'un secteur public et d'un secteur privé. Les premières tentatives partielles ne furent pas des succès: valorisation des cafés du Brésil, plan anglais de réglementation du caoutchouc, pool canadien du blé, ferm board américain. Maintenant l'expérience Roosevelt, Mussolini et Hitler faisant de l'économie dirigée, les plans quinquennaux russes largement réussis; en Belgique, le Plan du Travail (Plan de Man) élaboré et proposé à l'application par les socialistes dès qu'ils auront la majorité. (1)

Les systèmes et réseaux. — Graduellement s'est constitué un immense système économique formé d'un ensemble de réseaux reliés entre eux. Ainsi : 1. Les transports et communications: routes, chemins de fer, lignes vicinales, tramways, autobus et autocars; navires, canaux; avions; postes, télégraphes, téléphones, radio. 2. L'énergie: hydraulique, gaz, électricité, hydro-électricité. 3. Les usines: chaîne entre toutes les opérations industrielles. Liaison entre les usines: matières premières, produits bruts, demi-finis, finis. Concentration horizontale, longitudinale, transversale. 4. Le commerce de gros, demi-gros, détail; grands magasins à rayons multiples et à multiples succursales. 5. Finances, banques, système de comptes courants, Bourse, Clearings, système de chèques postaux, système monétaire. 6. Répartition: système des conventions collectives, des assurances sociales. 7. Consommation: système de consommation collective. Tous ces réseaux et systèmes prolongés jusqu'au degré mondial, constituent la trame de l'économie universelle.

(1) Consulter Gaëtan Pirou. *Doctrines économiques en France depuis 1870. La crise du capitalisme.* — Les socialistes viennent de partager le pouvoir avec les catholiques et les libéraux.

LES TROIS GRANDS SYSTEMES ECONOMIQUES.

1. *Economie libérale et individualiste*, (Ricardo et les économistes libéraux). — Les lois économiques sont conçues comme des lois naturelles quasi physiques. Toute F économie est dominée par la nature extérieure. Théorie de la vente, du salaire et du profit.

2. *Economie socialiste, y compris le socialisme d'Etat* (Karl Marx). — Elle se révolte contre l'immoralité des lois; elle admet que l'économie soit dominée par des lois naturelles, mais ces lois sont historiques et elles n'ont pas un caractère universel.

Théorie catastrophique : a) de l'appauvrissement croissant des classes laborieuses; b) de la concentration progressive et inévitable des moyens de production et d'échange aux mains des capitalistes oppresseurs.

3. *Economie corporative. Fascisme*. — Elle se révolte contre la conception du naturalisme matérialiste et universaliste. Les lois économiques varient d'après les peuples et l'économie est nationale. La réalité économique est un simple aspect de la vie, et elle est inséparable des autres aspects. La volonté peut la modifier.

LE CAPITALISME.

Le fait et l'idée capitalistes. — Le capitalisme reste le système sous lequel vivent des centaines de millions d'hommes (les collectivités occidentales et extrêmes-occidentales). C'est là le fait capitaliste. Mais à côté du fait, il y a l'idée du capitalisme. Les défenseurs du capitalisme ont donné les définitions suivantes :

Au point de vue technique. — Le capitalisme exprime la situation créée par les applications de plus en plus nombreuses et complexes des sciences de l'Univers physique à l'économie.

Au point de vue sociologique. — Le capitalisme est le système de l'économie qui favorise la richesse individuelle.;

Au point de vue métaphysique. — Le capitalisme est

le système de l'économie qui se réalise spontanément sous l'empire d'une conception rationaliste du monde. Le capital, c'est la forme purement quantitative de la richesse. (Jean Denis.)

LA FINANCE.

La finance est le couronnement de tout édifice économique. Le nôtre a reposé jusqu'ici sur la base de la liberté des échanges, le profit personnel, le pas donné à la production sur la consommation. Chacun s'efforçait de reproduire ce qui pouvait lui rapporter le plus, et n'avait pas à s'inquiéter s'il accroissait ou non les utilités réelles ou s'il fabriquait des produits tout à fait superflus, ridicules, dangereux. D'immenses besoins normaux pouvaient demeurer non satisfaits. Comme Louis XIV autrefois avait pu dépenser 700 millions à Versailles sans se préoccuper du sort des paysans de France qui manquaient de pain mais devaient payer leurs tailles, les capitalistes avant la guerre, en toute indépendance, pouvaient par exemple créer des tissages de soie alors qu'il manquait de solides étoffes de laine et nul n'aurait pu s'opposer à ce qu'on préparât des fourrures pour chiens, tandis que des vieux grelottaient encore dans les greniers.

C'étaient les profits qui constituaient le gros de l'épargne, la source du capital. Celui-ci avait fini par s'en remettre aux banques du soin de lui procurer d'avantageux intérêts. Les sociétés anonymes, les trusts, avec les bourses pour coter leurs titres, étaient à même de les offrir. Les assurances et les réassurances venaient garantir certains risques et établir leur compensation, moyennant une part du profit. Pour rendre possibles les transactions de l'industrie qui acquiert les matières, paye les salaires, vend le produit, les transactions du commerce, qui achète pour revendre, les transactions en propriétés, terres et valeurs mobilières, on avait la monnaie. De pays à pays le commerce était libre, sauf les barrières douanières et la concurrence stimulée par l'Etat favorisait ses nationaux au moyen des tarifs de transport et des primes d'exportation. Les paiements

au delà des frontières mettaient en jeu les différences de valeur entre les monnaies et créaient les difficultés du change. La guerre est venue troubler profondément cette organisation; elle a créé des conditions qu'ici même nous avons essayé de définir.

La finance, aujourd'hui, est vraiment l'algèbre de l'économie. L'algèbre constitue, dans l'abstraction de la quantité, un degré supérieur à l'arithmétique. Elle procède au moyen des signes généraux, lettres ou symboles au lieu de chiffres concrets, et par là elle ouvre la voie à d'immenses développements. La finance laisse au commerce le soin d'agir sur les marchandises, produits naturels ou produits des industries. Elle agit elle-même sur cette abstraction qui est la valeur incorporée dans des signes qui appelle titres ou documents matériels. Partie du droit de propriété ainsi que de la convention, qui sert à transférer les modalités de ce droit, elle a commencé par créer la monnaie, la métallique d'abord, la fiduciaire ensuite. On peut définir lune et l'autre une créance impersonnelle et au porteur sur la collectivité. En s'inspirant de ce premier modèle, la finance a créé ultérieurement des titres de crédit, effets de commerce, chèques, warrant, connaissements, lettres de voiture, et des titres de propriété cessibles, des cédules hypothécaires, des actions et des obligations de sociétés commerciales, des fonds d'Etat. Puis, ayant mobilisé ainsi tous les biens réels, ayant donné une représentation aux transactions auxquels ils donnent lieu, la finance s'est mise à agir sur tous ces symboles de la valeur. Pour ses opérations, ses combinaisons, ses spéculations, elle a créé des marchés, les Bourses, et des entrepôts, les Banques. Et de même que l'algèbre n'a pas tardé à passer des conceptions des quantités abstraites, à celles des pures fonctions, de même la finance a toujours davantage, abstrait, généralisé, intellectualisé peut-on dire, l'objet sur lequel elle opérerait. Envisageant dans une même formule les valeurs présentes effectives et les valeurs possibles d'avenir, superposant aux diverses représentations particulières une représentation unitaire, elle a créé et perfectionné le

« crédit en banque ». La monnaie, ou plus exactement le système monétaire, est réduit au rôle de mesureur et non plus de constituant de la valeur. Pareil crédit est formé par simple écriture d'une somme dans un grand livre. Il porte automatiquement intérêt, il se divise jusqu'à l'ultime fraction, il se transporte en n'importe quel lieu avec la rapidité de la lettre, du télégramme, de la parole téléphonée. Abstrait, mais nullement irréel, le crédit est comparable à la plus subtile des forces de la nature, l'électricité, que des machines extraordinaires, les dynamos, les accumulateurs, les réseaux, sont venues collecter, emmagasiner et distribuer. Le crédit est la plus subtile des forces sociologiques, c'est la confiance de l'homme en l'homme, la confiance qui fait que celui qui donne aujourd'hui pour recevoir demain, libère ainsi des énergies qui autrement demeureraient inoccupées. Captées et condensées par l'appareil financier, la disposition de cette force rappelle le geste du Jupiter Olympien dont le Nutus, le mouvement de tête, suffisait pour orienter différemment le monde. Une simple opération sur les symboles financiers, transfert de crédit, achat ou souscription de titres, peut déplacer vers la droite ou vers la gauche des quantités immenses d'énergie économique, créer ou rompre des équilibres. Sans doute, les forces elles-mêmes se résolvent finalement en déplacement des marchandises et en composition de travail, il est œuvré dans chaque cas en vue de l'avantage des parties en présence, employeur et travailleurs, acheteurs et vendeurs. Mais l'organisation du crédit, la détention de sa maîtrise peuvent être telles qu'il ne se dispense qu'en imposant à chaque opération une charge disproportionnée, résultant soit d'un bénéfice financier exagéré prélevé par un monopole pur, soit de la multiplication de commissions payées à des intermédiaires inutiles, parce que nul n'a la vision ou le courage des réformes nécessaires.

LA MONNAIE.

Evolution de la monnaie. — Depuis longtemps on a fait usage, chez les peuples civilisés, de métaux plus

ou moins précieux et malléables, pouvant recevoir et garder une empreinte, facilement divisibles, résistants à l'usage (pièces en fer de dix pfennigs pendant la guerre). Avec le progrès et le développement du crédit on a étendu le pouvoir libérateur de la monnaie à de simples coupures de papier, aux billets de banque, aux mandats-poste, aux bons de virement, aux virements comptables. A cause des monnaies différentes usitées en tous pays, les banques se servirent de bonne heure d'une monnaie idéale (standard), simple unité de compte, en laquelle on convertissait toutes les transactions, elle n'est pas représentée par des pièces métalliques en circulation. Plus tard, la monnaie elle-même a été en se « spiritualisant ». La matérialité des métaux a fait place à la moindre matérialité du papier, puis à l'immatérialité plus grande encore d'un simple « droit » à une somme de monnaie s'écrivant dans un compte de banque après virement ordonné par lettre, câble ou téléphone. Le système des virements, grâce aux services postaux, a acquis un rapide développement et a même déjà été partiellement internationalisé, notamment par les chèques postaux. Maintenant les monnaies sont bloquées (geleés). Par suite, il en coexiste de divers types dans un même pays; on a créé des clearings obligatoires.

Monnaie universelle. — Par leurs divers aspects les questions monétaires touchent aux questions internationales. La monnaie est l'instrument des paiements, et il y a paiement chaque fois qu'il y a achat ou vente à l'étranger.

Notre temps connaît les manipulations de monnaies et nul ne sait ce qui en sera demain. Cependant, la monnaie dont le monde a besoin est une monnaie universelle. Cette universalité doit s'étendre dans trois directions :

1° *Monnaie universelle dans l'espace* (monnaie internationale) . — Par conséquent, éliminant tout autre système différent avec qui devrait s'établir la conversion et faire naître l'inévitable change. L'économie devenue mondiale, nécessite instrument de paiements mondiaux.

L'entente restreinte comme fut l'ancienne Union monétaire latine, comme la refit le Bloc de l'Or, sont dépassés par les faits.

Déjà la France a demandé à la Société des Nations une législation pénale internationale contre les faussaires de la monnaie. A la suite de récentes falsifications de monnaie nationale dans les pays étrangers (en Hongrie notamment), la France lui a demandé de négocier une convention pour combattre ce « crime international ».

2° *Monnaie universelle dans le temps* (perpétuelle). — Les systèmes monétaires actuels impliquent un terme déterminé, une clause de liquidation. Ainsi des Unions monétaires. Ainsi les conventions qui créent les Banques Nationales. La perspective de cette liquidation pèse invisiblement mais lourdement sur toutes les opérations en cours d'existence. Elle est cependant arbitraire. Si la monnaie est nécessaire aux transactions et s'il est absurde d'entrevoir que celles-ci puissent s'arrêter un seul moment sans anéantir la société elle-même, il s'ensuit que la fonction monétaire doit être organisée sur la base de la perpétuité. Un Etat traite toute chose comme s'il devait être perpétuel; de même une ville, de même les églises, de mêmes les grandes institutions de l'ordre intellectuel. Tout autre traitement pour la monnaie ne s'explique pas. Or l'élimination de tout terme est de nature à rendre inutiles toutes les conditions qui n'existent que pour la liquidation.

3° *Monnaie universelle dans sa substance* (monnaie solidaire). — Dans le troc, deux échangeistes sont en présence et l'objet livré immédiatement par l'un est tenu pour l'équivalent de celui livré par l'autre. Mais bientôt la nécessité de quelques termes dans la livraison fait naître la créance, et la division dans le travail conduit à attendre l'équivalent espéré de l'objet vendu, non pas du cocontractant, mais de quelque tiers qui pourra être sollicité grâce à l'intervention de la monnaie. Celle-ci représente un actif pendant le temps nécessaire pour l'achèvement du cycle de l'échange. Cependant le marché s'étend. On peut le représenter par un triangle de

fi

relations quand trois échangistes sont en présence; ce sera un polygone ensuite au nombre croissant de côtés: polygone local, puis régional, puis national. Aujourd'hui le polygone a virtuellement deux milliards de côtés, nombre équivalent aux habitants du globe, car tous par quelques intermédiaires sont en rapport économique avec tous. Le mécanisme évolutif de la monnaie peut bien cacher ce phénomène fondamental de l'échange, il ne le supprime pas. L'or ou l'argent qui circule, sans doute est une marchandise, mais combien peu utile ! L'accepterait-on en paiement si un autre élément n'existait et n'était organisé, qui est la confiance, c'est-à-dire la certitude morale ou légale qu'un autre acceptera à son tour ce même mode de paiement ? L'or est bien plutôt le signe, le symbole d'un droit à une quantité de marchandises déterminée en valeur et non en espèce. Ceci est essentiel au fond de toute monnaie : être le titre représentatif, transmissible au porteur et divisible à volonté d'une créance à terme indéterminé sur une communauté économiquement et juridiquement organisée, et par suite, une créance sur tous les membres de cette communauté, dès qu'il consent à une *commercium in concreto*. Le billet de banque normal vient donner au signe monétaire un tiers de couverture métallique, deux tiers de couverture en effets de commerce. Immédiatement s'accroît ce caractère de créance. Tout un portefeuille d'effets (traites et promesse avec endos, aval, garantie de bonne fin, etc.) trouve une forme de mobilisation et après avoir été fusionné en une seule masse, devient le gage collectif de la monnaie. Plus s'étend l'aire d'action d'une banque d'émission, plus s'étend l'assiette de la solidarité économique créée entre tous les créanciers particuliers.

Une étape de plus doit être accomplie aujourd'hui et la solidarité devenir universelle par un mécanisme qui lie les uns aux autres en une seule masse, les créances du monde industriel et commercial tout entier. Ainsi serait constituée une monnaie fondée sur les richesses réelles des peuples : le travail, dans son nombre, la technicité et son esprit d'invention, les ressources du

2'

h;
51.

sol et du sous-sol, les réservoirs de houille blanche/ tous les instruments de production et Rechange. La loi des grands nombres compensant les risques au maximum donnera la meilleure des assurances.

Adam Smith a dit : « Le propriétaire d'un immeuble est attaché au pays où se trouve sa propriété, le propriétaire d'un bien mobilier est citoyen du monde. » Les créances de partout, après avoir été mobilisées dans un organisme à activité continue et y avoir été solidarisées sont susceptibles d'agréger vraiment les hommes en citoyens de l'univers économique et financier.

Troubles monétaires. — La politique monétaire peut prendre diverses directions : déflation, dévaluation, inflation. Elles donnent lieu à de savantes manipulations. La déflation (baisse du prix des marchandises) a pour conséquence une hausse de la monnaie. D'où deux camps dans la population. Dans l'un, les rentiers, propriétaires, créanciers, les monopoles, les salariés (s'ils ne chôment pas). Dans l'autre camp les débiteurs, fermiers, locataires à long bail, entrepreneurs, commerçants, agriculteurs, industriels, chômeurs, toute la jeunesse.

LE CYCLE DE L'INDUSTRIE EN REGIME CAPITALISTE.

1- —L'industrie est organisée sur des bases individualistes en vue du profit et non de la satisfaction *des besoins.

2. — Pour augmenter la marche du profit il faut : réduire le prix de revient; anéantir les concurrents; s'emparer des débouchés; s'emparer des sources d'approvisionnement.

3. — Pour réduire le prix de revient, il faut produire en masse de plus en plus considérable.

4. — Par conséquent procéder à des extensions d'usines (bâtiments, machines) et investir de nouveaux capitaux.

5. — D'où appel à l'épargne en faisant valoir des rendements et plus values considérables.

6. D'où une multiplication des moyens de produire, un accroissement de potentiel ne répondant à aucun débouché réel.

7. Mais des immobilisations nouvelles doivent être rentées et amorties. D'où aggravation des prix de revient et diminution des dividendes.

8. — D'où les stocks et la baisse des prix.

9. — D'où la crise boursière.

10. — Alors vient la diminution des salaires.

11. — Et la demande d'aide à l'Etat sous forme de dégrèvement d'impôt, de diminution des charges sociales du travail (assurances) et de droits de douane, suivi bientôt de diverses mesures d'économie plus ou moins dirigée. L'Etat jusque là strictement politique est subitement obligé de s'imposer « économique ». Empiriquement, il entre dans la voie des interventions, sans plan d'abord, peu à peu avec plan et en empruntant aux adversaires du système une partie de leurs mesures préconçues pour un régime socialiste et même communiste. La révolution économique s'opère ainsi sans révolutionnaires. (1)

(1) Le Pape Pie XI, dans son *Encyclique «Quadragesimo Anno»*, s'est exprimé ainsi :

« Ce qui, à notre époque, frappe tout d'abord le regard, ce n'est pas seulement la *concentration* des richesses, mais encore l'accumulation d'une énorme puissance d'un pouvoir économique discrétionnaire, aux mains d'un petit nombre d'hommes qui d'ordinaire ne sont pas les propriétaires, mais les simples dépositaires et *gérants du capital* qu'ils administrent à leur gré. Ce pouvoir est surtout considérable chez ceux qui, détenteurs et maîtres absolus de l'argent, gouvernent le *crédit* et le dispensent selon leur bon plaisir. Par là, ils distribuent en quelque sorte le sang à l'organisation économique dont ils tiennent la vie entre leurs mains, si bien que sans leur consentement, nul ne peut plus respirer. Cette *concentration du pouvoir et des ressources*, qui est comme le trait distinctif de l'économie contemporaine, est le fruit naturel d'une conscience dont la liberté ne connaît pas de limites ; ceux-là seuls testent debout qui sont les plus forts ; ce qui souvent revient à dire qui luttent avec le plus de violence, qui sont les moins gênés par les scrupules de conscience. »

LA CRISE.

Les faits. — C'est au début de l'automne de 1929 que se manifesta le changement décisif d'orientation, quand la période de « boom » prit soudainement fin aux Etats-Unis et fut suivie d'une grave dépression. De ce moment à décembre 1930 (15 mois), la valeur du commerce international de 45 pays est tombé de 5,500 millions de dollars à 3,600. Pourquoi cette dépression si profonde et si générale ? 1° A cause de l'adaptation tardive aux nouvelles conditions organiques qu'il a fallu effectuer. 2° Parce que l'existence même d'un profond défaut d'adaptation organique a rendu la situation instable et réduit le pouvoir de résistance aux tendances désorganisateur et déprimantes plus ou moins liées au cycle économique.

Après 1925 ou 1926, ce fut le moment d'un certain degré de normalisation, d'équilibre économique. De 1925 à 1928, la production des denrées alimentaires et des matières premières augmenta de 8 %, celle des articles manufacturés 9 % et le commerce d'environ 15 %. En 1928, le montant des prêts consentis à l'étranger par les pays exportateurs de capitaux, (Grande-Bretagne, Etats-Unis, France, Suède, Suisse, Pays-Bas) a été de 2,300 millions de dollars dont 40 % à destination de l'Allemagne. Des progrès techniques considérables ont été accomplis dans la production des céréales au cours des 20 dernières années (fermiers plus instruits, qualité de semences, engrais, instruments mécaniques). Ainsi on a pu réduire de 130 à 100 jours la période nécessaire à la maturation du blé, permettant au Canada de reporter à 200 mille plus au nord la limite septentrionale de culture du blé. D'autre part, avec un travail musculaire moindre à raison des machines, et la possibilité d'acquérir une nourriture variée, la consommation du blé a été réduite par tête d'habitant, de 5 % en Allemagne et en Angleterre, de 10 % en France, de 14 % en Amérique.

En T espace de un ou deux ans, les cours de bourse baissèrent de 58 % (France), 36 % (Angleterre), 33 %

(France), 47 % (Allemagne), 30 % (Suisse), 52 % (Pays-Bas). Les stocks visibles augmentèrent pour le coton, le sucre, le café, le caoutchouc; ils doublèrent presque en 18 mois.

Les importations et les exportations de capitaux suivirent une courbe fluctuante. En 1927, le total des exportations américaines atteignit le chiffre record de un milliard de dollars. L'année suivante il tombait au quart; en 1930, il a été quasiment insignifiant. Pour l'Angleterre, égal en 1928 et 1929, il a, en 1930, baissé de 70 %. De 1926 à 1928, la France a beaucoup exporté de capitaux mais à court terme. En 1929 et 1930, elle a importé, rapatriant quantité de capitaux prêtés à New York et Londres. Cependant on constate que même dans les pays où les salaires ont été les plus réduits, les taux réels des salaires des ouvriers ont augmenté.

La perte annuelle de salaires des 24 millions de chômeurs à fin 1931, était pour 20 pays de 525 milliards de francs (français). Ces 525 milliards auraient permis de nourrir pendant un an 72 millions d'hommes ou d'habiller complètement 1 milliard d'individus ou de construire 8,750,000 maisons ouvrières. La proportion des secours de chômage par rapport au revenu national est de 3.79 et de 7.3 % par rapport aux salaires, notamment en Angleterre, de 5.2 et de 9 % en Allemagne.

Il y a eu aux Etats-Unis en 4 ans (1928-1932) plus de cent mille faillites avec un passif de 100 milliards de francs (109,495 faillites, 2,814 millions de dollars de passif).

La crise atteint la bourgeoisie. Exemple: en Belgique 1934 a été une année blanche pour le marché des capitaux. Depuis la forte émission de l'Etat au troisième trimestre de 1933, on n'a littéralement plus émis ni actions ni obligations. Les hauts traitements commencent à être atteints; la bourse fixe bas les valeurs; en vente publique mobilière on n'en obtient que des prix dérisoires. Le chômage des jeunes ou leur engagement à des traitements de famine, l'industrie en pleine stagna-

tion depuis dix ans, la balance commerciale en équilibre, mais avec diminution de la valeur des exportations. Le marché des capitaux inexistant, l'épargne ayant été partiellement compensée par une consommation anormale des réserves familiales et partiellement placée à l'étranger. Un sort différent réservé aux ressources et aux charges joue comme un mécanisme aveugle, « nettoyant », fauchant les revenus et épargnes des uns, tandis qu'il égratigne seulement les autres et favorise un petit nombre.

Les effets de la crise : le travail inemployé, le capital oisif, l'intelligence mise en veilleuse, l'entreprise arrêtée.

Nous voilà acculés par le protectionnisme, l'incertitude des changes, la dévaluation des monnaies-or, le dumping, les repliements nationaux, les blocs économiques, les dictatures.

Les causes. — En étudiant la crise, une distinction capitale s'impose : d'une part, les changements profonds qu'accusent la technique de la production (machinisme, rationalisation), la politique commerciale (douane) ou la structure politico-économique (étatisme) ; d'autre part, les changements qu'implique ce que l'on appelle le cycle économique, c'est-à-dire le retour à des intervalles assez réguliers de périodes alternatives de prospérité et de dépression. Il s'en suit qu'il y a deux espèces de défauts d'adaptation de l'organisme économique, les uns organiques, les autres cycliques. L'examen des faits économiques oblige aussi à distinguer les diverses forces (facteurs laissés librement à eux-mêmes) qui exercent une influence et les diverses politiques mises en œuvre (économie dirigée).

L'interdépendance. — Le rapport de la Société des Nations a conclu ainsi : « Le monde est de nos jours uni plus étroitement dans le domaine économique que dans le domaine politique. Mais des répercussions économiques importantes résultent non seulement des mesures que chaque pays prend en matière monétaire ou dans le domaine de la politique commerciale et qui

provoquent immédiatement des réactions internationales, mais aussi des mesures que chaque pays adopte à l'égard des questions qui pourraient sembler purement nationales ou purement politiques. » Il y a une interdépendance des matières financières et des matières premières, les deux évoluent de façon parallèle. Il y a une interdépendance aussi des marchés financiers et du cours de la politique, fait susceptible d'amener de l'insécurité ou des modifications dans l'ordre économique existant.

Remèdes proposés. — On a proposé : l'élargissement des territoires économiques (mais échec de l'Anschluss) par des accords plurilatéraux ou généraux; la diminution des salaires; la redistribution des disponibilités d'or; la réduction ou la hausse des taux d'intérêt; l'acceptation de l'économie socialiste; la constitution d'une nouvelle économie.

La prostration des esprits, le noir devant soi, l'étranglement lent, l'inutilité non des efforts mais de l'effort. Et les remèdes apparents : 1° les moyens ultra, la révolution qui fracasse tout, d'une part; 2° la prière et la résignation; 3° l'attente stoïque de la fin du mal; 4° la théorie de l'illusion et le lien entre elle et le charme; 5° les plans-La *solution en soi*. — Puisque la production a augmenté et que la consommation a diminué, on peut théoriquement envisager les hypothèses suivantes :

1° Diminuer la production en retournant aux procédés irrationnels, en réduisant le nombre des travailleurs ou le nombre de leurs heures de travail.

2° Accroître la consommation, par les besoins accrus d'une minorité possédante, par les besoins accrus des masses occidentales, par le standard of life général (on en arriverait à la consommation obligatoire).

3° Continuer à produire avec l'outillage actuel, mais en adaptant les prix aux possibilités du marché.

4° Accroître encore la production moyenne, accroître la consommation, mais instaurer un système assurant la correspondance entre la production et la consommation.

ORGANISATION ECONOMIQUE.

Il faut des mots passer aux choses. Plan étatique (plan quinquennal), économie dirigée, économie organisée ^ (corporative syndicale), économie individualiste et libérale : des mots qui marquent ou des stades dans une gamme d'organisation ou des positions derrière lesquelles les partis politiques ou les intérêts se retranchent pour justifier leur attitude égoïste ou leur renonciation.

1° *Individu.* — Il y eut un temps après la Révolution française où l'individu (premier degré) était l'idéal, où toute association était mal vue.

2° *Société anonyme.* — Plus tard avec la société anonyme (2° degré) l'association fut reconnue nécessaire, mais c'est au trust qu'on imposa des barrières.

3° *Trust.* — Voici maintenant que les adversaires de l'économie dirigée demandent que l'on reconnaisse trusts, holdings, konzerns, groupements d'entreprises (3° degré), mais qu'on s'oppose aux organismes d'Etat.

4° *Economie dirigée.* — Et celle-ci apparaît au 4° degré avec l'économie dirigée, mais se proclame anti-collectiviste ou communiste.

5° *Communisme économique.* — Le communisme intégral apparaît donc au 5° degré de la chaîne. L'économie du profit et de la lutte de chacun contre tous, substitution de la notion du service, de la communauté et d'une édification continue par tous au profit de tous.

LE PROBLEME ECONOMIQUE ACTUEL.

Personnes et choses humaines, toutes indistinctement et constamment, ont entre elles des rapports dont l'ensemble constitue la société, le milieu social, la civilisation. Ces rapports affectent directement les corps et les esprits (rapports physiques et psychiques) ; mais il s'y superpose les rapports d'un vaste système économique-juridique reposant lui-même sur les deux notions de la valeur (biens, richesses) et du droit (propriété et obli-

ilv

m|

ii

gâtions actives ou passives sanctionnées et se résolvant finalement par les dommages argent dus en cas d'inexécution). Enfin le mécanisme de la monnaie et des titres représentatifs de la propriété et des crédits constitutifs de valeur (toute la finance), est concentrée dans la banque. Celle-ci commande donc la société toute entière et, aujourd'hui le réseau economico-juridique a pris partout les formes financières, presque tout le mouvement des hommes et le mouvement des choses est gouverné par la Banque et dépend d'elle. La banque dispose vraiment des ((commandes » de la société. Arrivant à concentrer elle-même ses organes jusqu'en quelque banque internationale, celle-ci peut devenir l'instrument majeur du bien ou celui du mal. Or, qu'advient-il dans ce réseau tissé de solidarités et d'unités si étroites / Au bas ou au degré intermédiaire, chez les individus et dans les choses, une telle inéquation souvent du rapport economico-juridique avec la réalité, qu'il y a arrêt par faillite et grève, lesquelles bien que locales se répercutent de plus en plus gravement sur l'ensemble. Et au sommet, là où se dispense le crédit des crédits, une action quasi-aveugle, mal informée, inconsciente de l'ensemble, mue par des fins uni-latérales et égoïstes. De ce double désordre, la crise. Le passé a connu de telles impasses. La Grèce, Rome, durent proclamer la remise des dettes transformées dans le pardon du Christianisme.

Débloquer à la base et rendre efficient une direction au sommet. Là formule est celle-ci : par l'organisation du crédit (la production) organiser les droits (consommation) et réciproquement par l'organisation des droits, organiser le crédit.

Notre temps doit chercher la solution dans le plan mondial, délibéré, voulu, accepté en commun; il doit, par le crédit dispensé en conformité du Plan qu'il y a lieu de formuler; créer par coordination supérieure, la véritable Banque Mondiale, super organisme de l'économie.

D'autre part, en ce moment le monde est placé devant ce formidable problème % d'une part trouver le moyen de faire supporter aux gouvernements eux-mêmes ces

charges : indemnités de chômage, armement, dettes de guerre, réparations* d'autre part apporter aux peuples la diminution sinon la fin ^e la crise. Tâche angoissante, auprès de laquelle toutes les autres ne sont que bagatelles, hormis celles qui revisent la structure économique même de la société.

L'organisation a pris les formes horizontales ou verticales, régionales ou fonctionnelles. Tout projet s'y conformera. Tandis que les trusts internationaux ont à se développer horizontalement et verticalement, les complexes d'intérêts nationaux ont à prendre structure d'économie nationale. Le double mouvement doit être favorisé, conjugué harmonieusement. Les choses similaires ont des rapports entre elles, quel que soit le lieu où elles existent (charbon, électricité, sucre, etc.); les choses d'une même aire géographique, d'un même pays ou région, ont des rapports entre elles quelle que soit leur spécialité. Il faut donc un système économique double, ou mieux, un système économique en deux parties : l'international-spécial doit pénétrer le national-général, et réciproquement. Ce rôle coordinateur sera celui de la Banque Mondiale.

Les bases ou postulats de VEconomie.

Une économie mondiale est conditionnée par les quatre postulats suivants :

1° Le progrès matériel est constitué par tout ce qui fait le confort et le bien-être des masses, ce qui doit les libérer des famines, inondations, épidémies. Ce progrès résulte des applications des inventions et des découvertes scientifiques. Il est réalisé à l'intervention d'organismes collectifs, sociétés commerciales ou administrations publiques. Il nécessite des capitaux, du personnel dirigeant, une protection juridique intérieure et extérieure.

2° Les divers besoins de nourriture, vêtement, habitation, transports et ceux d'éducation, sports, jeu, vie intellectuelle et morale, affection. L'économie est à envisager dans l'unité de ses multiples parties. La régularité, l'efficacité, la puissance du système dépendent de cette unité.

3° Satisfaction doit être donnée à ces besoins dans l'ensemble de l'espèce humaine pour des raisons de

moralité, d'humanité d'une part, d'intérêt d'autre part. Plus seront nombreux les hommes développés et plus il sera possible d'obtenir des résultats de leur coopération, de la sécurité générale à raison de leur participation aux avantages de la civilisation.

4° La Politique n'a d'existence propre. Les rapports entre l'Économique, le Politique et l'Intellectuel sont déterminés par la nature de leurs objets. L'Économique est fondamental. Une harmonieuse satisfaction donnée aux besoins économiques est à la base du progrès intellectuel et moral et le primat de l'esprit demeure un impératif catégorique. Quant au Politique, sans objet autre que l'Économique et l'Intellectuel, il ne saurait être déterminé qu'en fonction de l'un et de l'autre. Il est la mise en œuvre de la puissance publique appliquée à ces objets, l'intervention en eux de la collectivité toute entière, mais avec en dernière instance le primat à l'individu libre dans une société libre.

L'économie nouvelle. La doctrine. — Il ne suffit pas de faits constatés. Une doctrine est nécessaire et basée sur elle un plan. « L'humanité en arrive à considérer l'abondance comme une source de malheur ».

Au moment où était écrite la « Richesse des Nations » (1776), la production industrielle et agricole étaient encore si lentes et si difficiles que le problème était alors de savoir comment nourrir et habiller la population. Aujourd'hui que le problème est retourné dans ses termes, la construction d'une nouvelle économie est justifiée.

Au demeurant, rien n'a jamais été stable dans aucune des économies du monde et en aucun temps. C'est au cours de la vie économique que sont nés des faits et des idées, au début infimes, mais qui se sont développés plus tard en courants et en théories nettement différenciés et de grande puissance. Dans le trouble et le chaos actuel, il y a en germe et en préparation une économie nouvelle. Tout effort pour la constituer devra tenir compte d'un certain nombre de faits nouveaux.

A. — Il s'est constitué une immense solidarité économique, un patrimoine commun à toutes les Nations. En effet :

1° Le principe a été formulé qu'en temps de guerre, assistance de chaque État est due à tout citoyen endommagé et que les États entre eux devront assistance financière à la victime de l'agression.

2° Le moratorium Hoover pose le principe qu'on ne peut exécuter une nation pour motif de dettes et revient indirectement aux conventions de La Haye de 1897, intervenues à ce moment à la demande des nations sud-américaines.

3° La crise allemande de 1931 a posé le principe d'assistance des États nécessiteux ou privés de moyens par les États riches ou en possession de moyens.

4° Un avoir mondial, infime il est vrai mais réel, est constitué par les actifs de la Société des Nations et des Unions Internationales.

5° Si la pensée de M. Mussolini devient un principe, la communauté des patrimoines deviendra plus apparente encore : « Il faut, a-t-il dit en juillet 1931, mettre le monde capitaliste en demeure de diriger vers les pays affamés les richesses accumulées et restant stériles dans d'autres pays, non pas pour sauver le capitalisme, mais pour sauver la classe ouvrière et la paix. » Il y a communauté d'intérêt en régime pacifique de libre-échange. Il y a même communauté en régime troublé. L'autarchie comme principe méconnaît seule cette communauté.

6° On voit les nations combattre le socialisme chez elles, mais les voilà amenées, sous le signe de la solidarité, à établir un véritable socialisme entre elles. Autrefois on convoitait la richesse du voisin et par la guerre on se l'appropriait. Aujourd'hui on est porté à la considérer presque comme sienne et à en disposer. Le président Hoover, dans son plan, disposait sans avertissement préalable des annuités dues par l'Allemagne en propre à la France et à la Belgique — la réclamation de crédit quasi impérieuse de l'Allemagne. Les nations ont réclamé des crédits, des crédits dont

elles ne sauraient démontrer qu'ils seront remboursés, et sans lesquels leur vie est arrêtée. Au fond, n'est-ce pas là une sorte de socialisme qui s'éveille entre les nations elles-mêmes et qui les pousse à demander le partage.

7° Désormais, crédit public des Etats et crédit privé des Banques sont liés. Autrefois le crédit public n'était lié au crédit privé que par les emprunts d'Etats. Il l'est maintenant par la monnaie et par les dettes de guerre qui constituent la plus formidable des masses de capitaux existantes et qui vient constamment s'interférer avec le crédit privé. En conséquence celui-ci, par lui-même ou, par intermédiaire, pour les fins d'un autre Etat, peut devenir maître de toute une situation.

Ainsi en corollaire des événements, les vieilles doctrines financières à compartiment étanche n'ont plus répondu à la réalité et ceux qui en ont fait la base de leur action et de leurs prévisions ont opéré en réalité sans base.

B. — Un changement presque à vue s'est produit. L'économie est devenue largement collective.

Les affaires privées sont de plus en plus liées aux affaires publiques.

Sont devenues choses d'Etat : la monnaie; les douanes; les impôts; les codes, lois et règlements; les transports; la législation sociale; la défense nationale.

Nul, industriel et commerçant, ne saurait ignorer le réseau de ces dispositions, ce en quoi elles peuvent aider ou contrarier son activité, ce par quoi sa propre action, isolée ou groupée, peut les modifier à son avantage. Nul, législateur ou administrateur, de son côté, ne saurait ignorer les conditions générales et spéciales dans lesquelles ont à s'exercer les activités du commerce et de l'industrie. Il y a donc interprétation entre l'économie et l'économie privée. Il se forme une économie publi-

nomie mixte avec un secteur public et un secteur privé.

C. — Le système qui consiste à rémunérer le capital indéfiniment au lieu d'en faire une simple réserve d'épargne sans intérêt est conduit à cette impasse : les ache-

teurs des produits étant en fait les travailleurs, l'écart entre la somme des salaires qui doivent acheter et le prix de vente va sans cesse en grandissant.

D. — La création partout de fonds de chômage conduit à ces deux principes : 1° le droit au travail pour tout homme; 2° l'établissement d'un fond permanent incorporé au budget de l'Etat, destiné par travaux plutôt que par indemnités à compenser constamment le déséquilibre. La Chambre américaine a mis 4,880 millions de dollars à la disposition de M. Roosevelt pour son programme de travaux.

E. — La crise dans ses effets est un déséquilibre entre production et consommation. Plutôt que de réduire la production, mieux vaudrait accroître la consommation. Plus l'homme utilise les choses et recourt aux services des hommes, plus il se fait homme, il s'humanise, à condition toutefois que dans les besoins soient maintenus la hiérarchie, la tendance à l'élévation de l'être, le primat nécessaire des éléments intellectuels, esthétiques et moraux. On peut, on doit découvrir à la fois de nouveaux besoins, de nouveaux produits, de nouvelles manières de produire et de distribuer.

De toute manière, il faudra trouver des occupations nouvelles car le chômage est irréductible. Une étude du problème a démontré que la moitié au moins de sans travail aux Etats-Unis ne retrouveront jamais de travail dans le système du profit»

F. — On ferait erreur en demandant simplement le retour au statu quo ante. Après la guerre la situation était tolérée à raison du désordre général et parce que tout était meilleur que l'état de guerre lui-même. Puis quand vinrent les booms, une atmosphère d'optimisme aidée par la spéculation générale reléguait à l'arrière plan les problèmes constitutifs. Pourtant ces problèmes existent, fondamentaux et maintenant chacun les voit, ou les pose, chacun les comprend. Croire qu'il suffirait de multiplier les crédits, de supprimer les entraves au commerce et d'abaisser les barrières douanières serait se bercer d'illusion. C'est une structure économique nou-

velle qui s'impose. Le président Hoover a donné raison à cette manière de penser le jour où il a projeté la création d'un établissement de crédit industriel fondé par l'Etat lui-même. Car de ce jour les partisans de l'économie dirigée et de l'intervention de la collectivité ont pu demander avec raison *a* que deviennent les exécutions des banquiers à l'égard de l'Etat quand la classe ouvrière lui demande aide et protection. » Dès que la crise atteint le capital, les banquiers demandent leur salut à ce même Etat. Leur théorie anti-étatiste serait-elle donc plus intéressée que fondée en raison ?

L'ECONOMIE ET LA GUERRE;

Dans le passé, il y a eu de nombreuses guerres à cause économique. Citons pour mémoire les milieux sociaux où la guerre existe à l'état endémique, parce que le pillage forme un de leurs moyens d'existence. Ainsi les razzias des Arabes qui veulent compléter leurs ressources insuffisantes du désert, les incursions des populations habitant des steppes pauvres qui confinent à des régions cultivées, comme ce fut le cas des peuplades pour se protéger desquelles les Chinois ont construit leurs fameuses grandes murailles.

Sont aussi des guerres économiques celles qui ont pour but la possession du sol. Les colons agricoles qui ont besoin de terre pour s'installer entrent nécessairement en conflit avec les premiers occupants du sol. Ça a été le cas dans l'Amérique du Nord, en Australie et ailleurs. Mais les véritables guerres économiques sont les guerres dites commerciales. Lorsqu'un Etat veut mettre des barrières artificielles à la liberté du commerce, il crée une source de conflits. Citons, au moyen âge, les guerres entre Gênes et Venise pour accaparer le commerce avec l'Orient. Les guerres italiennes du XV^e et du XVI^e siècle. Citons encore l'exemple de l'Espagne et du Portugal à l'époque des grandes découvertes géographiques : ces deux pays voulurent réserver à leurs nationaux le monopole du commerce maritime avec l'Amérique et les Indes, et c'est à la suite d'une série

de guerres squetenues contre ces deux nations par la Hollande et l'Angleterre que la liberté des mers put être, définitivement assurée : — la guerre de Sept ans (1756-1763). La seule guerre qui ait été faite par l'Angleterre sous Walpole, la guerre contre l'Espagne, est provoquée par l'opposition que celle-ci manifeste à la contrebande des navires anglais dans l'Amérique espagnole et par le désir d'enlever à l'Espagne son commerce avec ses colonies. La guerre de l'indépendance hollandaise contre l'Espagne est une guerre de course contre la flotte espagnole et le commerce colonial hispano-américain. La guerre de l'Angleterre contre Napoléon est une réaction contre les conquêtes napoléoniennes qui menaçaient le commerce anglais. L'invasion de l'Algérie est l'effet de causes économiques. La guerre de Crimée est provoquée par la volonté de l'Angleterre de défendre la route de l'Inde, si précieuse à son commerce. Le Mexique et l'Egypte sont occupés par des armées européennes pour liquider les créances de la haute finance. La richesse du bassin minier de la Lorraine provoque l'annexion de celle-ci à l'Allemagne en 1870 et place la France sous un régime douanier qui la force à traiter l'Allemagne comme la nation la plus favorisée. La guerre que les nations occidentales firent à plusieurs reprises à la Chine, furent pour la forcer à laisser s'établir un courant d'échanges avec l'extérieur et aussi pour faire obstacle à l'Union américaine. La guerre de Cuba n'est qu'un produit du déclin de revenu des fabricants de sucre américains. La guerre du Transvaal est l'œuvre des financiers et des spéculateurs de mines d'or. L'Angleterre n'a arboré l'impérialisme de Chamberlain que le jour où elle a senti menacer par l'Allemagne sa supériorité dans les industries textiles et métallurgiques. La politique mondiale de Guillaume II enfin montre que le but de l'action germanique a été l'abaissement de la puissance commerciale anglaise. Le traité de Versailles a dans bien de ses clauses été l'expression d'une victoire économique (par ex. la Sarre). Depuis les rivalités économiques ont repris de plus belle: ainsi la guerre sino-japonaise pour la Mandchourie, la guerre pour le pétrole

en Sud-Amérique* et toutes les menées des munitionnaires pour le placement des armements.

De nos jours l'économie et la guerre ont les rapports les plus étroits.

1° *Causes économiques de la guerre mondiale.* — La lutte pour les débouchés. Les colonies. Les chemins de fer. La marine marchande. Les bases navales de ravitaillement.

2° *Règlement des suites de la guerre.* — Les réparations. Les dettes de guerre. Les impôts et les budgets des Etats : rentes et pensions.

3° *La guerre préparée pendant la paix.* — Budgets militaires. Nationalisme économique : nécessité pour chaque pays en vue de la guerre de produire l'essentiel dans son territoire. « Rien ne se fait qui ne reçoive le visa des états-majors, car tout équipement national est même d'abord un équipement militaire. La mobilisation totale de l'industrie fait l'objet de dispositions dans le temps de paix. »

DISTRIBUTION.

La forme de la distribution évolue. De nos jours lutte entre les petits commerçants, les grands magasins, les coopératives. La classe commerçante menacée aussi par les limitations du commerce extérieur.

En Russie, de transformation en transformation, un système d'échange s'est établi parallèlement au système de la production. A la base les coopératives fermées constituées par le centre d'approvisionnement de toute usine. Il est réservé aux ouvriers d'une entreprise déterminée. On y trouve les produits usuels au meilleur compte car les intermédiaires sont supprimés et chaque rouble de salaire inférieur y a sa pleine valeur. La partie de salaire fortement différencié est ipso facto réduite si les ouvriers achètent le surplus et le superflu dans le commerce public (magasins d'Etat et coopératives) . Un salaire de 600 roubles vaut pratiquement 300 (le minimum vital ou prix de revient) + 150 (les produits de qualité et des choses plus raffinées du com-

merce public) = 450 roubles. Le principe de la concurrence est remplacé par le juste prix, l'appréciation exacte des frais et le contrôle des consommateurs. L'Etat en ses magasins fait un bénéfice collectif de commerçant public qu'il affecte à l'industrialisation du pays.

LE COMMERCE INTERNATIONAL.

Les chiffres du commerce mondial total ont été les suivants (total des importations et des exportations en millions d'anciens dollars-or) :

1928	34,742	32,839
1929	35,601	33,040
1930	29,087	26,495
1931	20,818	18,908
1932	13,996	12,926
1933	12,483	11,699

L'importation et l'exportation totales annuelles pour les cinq parties du monde, en 1910, était de 90 milliards pour l'importation et 82 milliards pour l'exportation, soit un commerce mondial de 172 milliards. Il n'était que de 4 milliards il y a un siècle. L'Europe compte dans ces chiffres respectivement pour 65 et 59 %. L'Amérique 17 et 21 %, l'Asie 9.8 et 11.4 %, l'Australie 3.8 et 3.1 %. Par tête d'habitant, le commerce atteint, respectivement à l'importation et à l'exportation, jusqu'à 315 et 217 fr. pour la Grande-Bretagne, 451 et 296 pour la Suisse, 604 et 482 pour la Belgique. Ces chiffres disent l'intensité et la continuité des échanges d'alors entre toutes les parties de la terre. S'ils ont pu être atteints, c'est assurément que le commerce d'importation est un bien en soi. Ses avantages peuvent être résumés ainsi: a) Accroissement de bien-être dans le cas où il s'agit de denrées que le pays ne saurait produire à raison de son sol ou de son climat, b) Supplément de nourriture là où le territoire est trop limité pour nourrir la population, c) Economie de travail dans le cas où il s'agit de richesse que le pays importateur pourrait produire s'il le fallait, mais qu'il ne pourrait produire qu'avec plus de frais que le pays

d'origine, parce que celui-ci se trouve dans des conditions de supériorité naturelle ou acquise. Quant à l'exportation ses avantages sont les suivants : a) Utiliser certaines richesses naturelles ou forcées, productives, qui resteraient sans emploi si elles ne trouvaient un débouché au dehors, b) Servir à acheter les produits, les matières premières et les denrées alimentaires qui font défaut dans le pays, ou ne s'y trouvent qu'en quantité insuffisante pour ses besoins, c) Abaisser les prix de revient des produits industriels, et par là même développer l'industrie nationale, car la division du travail et les progrès de la grande production sont en raison de l'étendue des débouchés.

D'une manière générale, la richesse de chaque individu dépend de la somme des produits apportés sur le marché. Quand les marchés se mondialisent, concentrant la totalité des produits existants, la richesse de chacun s'en accroît d'autant. Il n'est pas de marchandises situées en quelque partie du globe qu'en y mettant le prix il n'était possible avant guerre à un Parisien de faire venir à Paris. C'est là une expression de puissance réelle. Mais aujourd'hui le commerce international est de plus en plus réduit. L'autarquie des Etats s'y oppose. Arrivé à un certain degré de saturation, le libre-échange non organisé a conduit moins à une concurrence loyale qu'à l'exploitation des uns par les autres.

LA VIE EST DEVENUE INTERNATIONALE.

Francis Delaisi a écrit cette page qui mérite en sa forme de devenir classique. Il dépeint ainsi en 1925 la vie d'un bourgeois de Paris.

Le matin, dès son réveil, M. Durand se lave à l'aide d'un savon (fabriqué avec l'arachide du Congo) et s'essuyé avec une serviette de coton (de la Louisiane). Puis il s'habille : sa chemise, son faux-col sont en lin de Russie, son pantalon et son veston en laine venue du Cap ou de l'Australie; il orne son cou d'une cravate de soie faite avec les cocons du Japon; il met ses souliers dont le cuir fut tiré de la peau d'un bœuf argentin, tannée avec des produits chimiques allemands.

Dans la salle à manger — garnie d'un buffet hollandais fait avec du bois des forêts hongroises —, il trouve mis son couvert en argent des Détroits ou de l'Australie. Devant lui se trouve un pain bien frais, fait avec du blé qui, selon l'époque de l'année, vient de la Beauce, à moins que ce ne soit de la Roumanie ou du Canada. Il mange des œufs récemment arrivés du Maroc, une tranche de « pré salé » qu'un frigorifique a peut-être amené de l'Argentine, et des petits pois en conserve qui ont poussé au soleil de Californie; pour dessert il prend des confitures anglaises (faites avec des fruits français et du sucre de Cuba) et il boit une excellente tasse de café du Brésil.

Ainsi lesté, il court à son travail. Un tramway électrique (mû par les procédés Thompson-Houston) le dépose à son bureau. Là, après avoir consulté les cours des Bourses de Liverpool, Londres, Amsterdam ou Yokohama, il dicte son courrier, dactylographié sur une machine à écrire anglaise, et il signe avec un stylographe américain. Dans ses ateliers, des machines construites en Lorraine d'après les brevets allemands, et mues par du charbon anglais, fabriquent avec des matières de toutes provenances des « articles de Paris » pour des clients brésiliens. Il donne l'ordre de les expédier à Rio-de-Janeiro par le premier paquebot allemand qui fera escale à Cherbourg.

Puis il passe chez son banquier pour faire encaisser un chèque en florins d'un client hollandais, et acheter des livres sterling pour payer un fournisseur anglais. Le banquier profite de cette occasion pour lui faire remarquer que son compte est fortement créditeur, et que les valeurs de pétrole sont en hausse. Il lui conseille de faire un placement. M. Durand se laisse persuader; toutefois, comme il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier, il donne l'ordre d'acheter en même temps quatre actions de la « Royal Dutch » et dix d'une compagnie française affiliée à la « Standard Oil ».

Après quoi, tout heureux de sa journée, il propose à sa femme de passer la soirée au théâtre. Madame met

donc sa plus belle robe (de chez Paquin Limited), sa jolie cape en renard bleu (de Sibérie), ses diamants (du Cap), puis ils s'en vont dîner dans un « restaurant italien »;. Là ils se demandent s'ils iront voir les « ballets russes » ou entendre au music-hall Raquel Meller — à moins qu'ils ne préfèrent voir une pièce de Gabriel d'Annunzio, jouée par Ida Rubinstein dans un décor de Bakst.

Enfin, après avoir soupe dans un « cabaret caucasien » au son d'un jazz-band nègre, ils rentrent chez eux. Et, fatigué d'une journée si bien remplie, M. Durand s'endort sous son couvre-pied en rêvant que décidément la France est un grand pays qui se suffit à lui-même et peut faire la nique au reste de l'univers...

Faut-il insister davantage ? Qu'il s'agisse de sa nourriture, de son vêtement, de son travail ou de ses plaisirs, chacun de nous est tributaire de tous les pays sous le soleil. Il ne peut faire un geste sans déplacer un objet venu des régions les plus lointaines; et réciproquement tout événement important à la surface du globe a son retentissement sur les conditions de sa vie. L'homme moderne est vraiment citoyen du monde.

Mais il ne s'en doute pas ! Et c'est ici que commence le drame de conscience qui tourmente notre époque et la jette depuis la guerre aux solutions contradictoires.

ORGANISATION ECONOMIQUE MONDIALE.

De l'économie nationale dirigée, il faut aller vers l'économie internationale dirigée. C'eut été une immense épargne de temps, de travail, de souffrance, que d'y marcher directement et par en haut. Le détour par l'autarquie et l'économie nationale dirigée n'est cependant qu'un détour pour un même point d'aboutissement.

Une force sociale nouvelle est née dans les temps modernes, création toute humaine, le crédit. Elle a permis la transformation de la société d'un état rudimentaire à un état développé. Les activités économiques élargies et généralisées ont du être créditées. Ce fut la fonction des banques. Arrivé au point actuel, le pro-

blème de l'adaptation de celle-ci aux nouveaux besoins de la collectivité est devenu fondamental en envisageant moins les établissements que la fonction: assurer le crédit à la collectivité.

Toutes choses considérées, il y aurait lieu d'établir un organisme économique mondial (Banque mondiale) dans les conditions suivantes :

1° Le capital, considérable, serait formé à la manière d'un Hyper Holding.

2° Elle aurait la direction des grands trusts mondiaux; comme telle, elle associerait la masse (travailleurs et consommateurs) à la possession de ses diverses catégories de titres.

3° Elle travaillerait selon les lignes d'un plan économique mondial continuellement mis au point du progrès.

4° Elle procurerait à toutes les entités économiques, disposées à travailler à ce plan, à la fois les crédits nécessaires et les garanties d'assurance contre les risques courus.

5° II serait procédé par commandes à long terme, permettant de régulariser l'activité des usines et des chantiers, à la manière dont les stocks et provisions régularisent les marchés. Un service aurait à mieux répartir les commandes spontanées à la fois d'après les délais et d'après les pays. II aurait aussi à provoquer, à imaginer les grands travaux neufs ou les nouveaux produits d'ordre international, capable d'absorber le surplus de la productivité s'il y a carence d'initiative individuelle.

6° Toutes ces commandes bénéficieraient naturellement de l'assurance (du croire généralisé).

7° En installant au cœur de l'institution la science et l'invention, on généraliserait la rationalisation et on favoriserait les éléments du progrès. En confiant la fonction de sécurité (assurance) au même organisme que celui du crédit (banque) et celui de la direction industrielle (trust), on conjuguerait étroitement, pour un travail commun, trois forces immenses dont les effets isolés sont bien connus. En travaillant dans l'esprit de la coopération, on y ajouterait toute l'efficacité de la potentialité d'une quatrième force.

Une organisation, une banque constituée dans les conditions qui viennent d'être dites, réaliserait en réalité une direction économique mondiale. Pour tout ceci évidemment il ne s'agirait que des industries-clés, de celles qui commandent toute la vie économique, qui agissent dans le secteur de l'économie collective ou mixte.

La Banque mondiale serait l'organe commun de la socialisation et de la direction du crédit, l'instrument collectif agissant en dehors de l'idée de profit et pour le bien de tous. Actuellement vue d'avenir. Nécessité si la crise perdure et que les nations du monde, envisageant la personne humaine et non seulement les choses monnayées, veulent tenter l'effort de se sauver ensemble.

135 LE SOCIAL.

L'économique et le politique n'absorbent pas tout. Entre eux est la zone du social : ce qui échappe à la puissance de l'argent, à la sanction du droit. Zone mal définie en laquelle au temps de l'individualisme libéral passait tout ce qui était de caractère humain, le broyement par la loi du plus fort sans pitié, devait demeurer le propre de l'économie. Aujourd'hui le social est en voie d'absorber l'économique (socialisme). Par un renversement de position, l'homme d'abord, le profit ou la contrainte de l'Etat ensuite seulement.

La vie sociale, le « social » peut s'entendre dans deux sens : 1° l'un très large et synonyme alors de la société; 2° l'autre sens, étroit, s'opposait à ce qui est strictement l'économique et le politique. La catégorie du social est intervenue dans la pensée scientifique et dans la pensée publique le jour où l'on reconnut l'injustice des forces publiques et économiques et où l'on posa « la question sociale ». Elle concerne essentiellement la justice, la répartition, le classement, la révolution.

PROBLEME SOCIAL.

Devant le problème social, la misère et la pauvreté, le bien-être et le luxe, il y a diverses attitudes de l'esprit, du cœur et de la volonté.

1° *La Science.* — On dit: la science fera tout; développons la science et laissons-la faire.

2° *La Religion.* — On dit : elle est le bien suprême. Elle apporte la consolation et la résignation à des maux supérieurs à tout ce qui pourrait être tenté pour les vaincre.

3° *Les Œuvres.* — On dit : Agissons. Qu'à côté de la Foi et du savoir, il y ait des œuvres simples, sans liaison organique ou systématique, mais multiples, généreuses. La charité fera ce que ne sauront faire les autres forces.

4° *La Politique.* — On dit : les partis politiques transformeront la condition des malheureux; qu'il leur soit donné appui et vote.

5° *L'Indifférence.* — On dit: Rien à faire. La vie est chaos; à chacun de s'en tirer au mieux.

6° *La Révolte.* — On dit : Tout est mauvais, la réforme exigerait un temps infini; chambardons tout, faisons tout sauter : des ruines surgira une nouvelle société moins absurde et moins injuste.

LE TRAVAIL.

Le travail est l'exercice des facultés humaines appliqué à la production. Tout travail implique une certaine peine et, par suite, n'est entrepris que sous l'impulsion d'une force supérieure (contrainte, intérêt). Le travail suppose également une certaine durée : d'où la nécessité, pour celui qui s'y livre, d'avances (capitaux) ou d'une rémunération immédiate (salaires). Le travail s'analyse en un effort musculaire, dirigé par l'intelligence, il ne crée point la matière, il ne peut que la déplacer, soit qu'il change de place les éléments constitutifs d'un objet et qu'ainsi il le transforme, soit qu'il se borne à changer de place l'objet lui-même. C'est par ces déplacements qu'il rend les choses propres à satisfaire les besoins humains, qu'il leur confère l'utilité. Aussi les économistes appellent-ils (« productif » non seulement le travail agricole comme les physiocrates, mais aussi le travail manufacturier; avec A. Smith et J.-B. Say, le travail de trans-